

21 décembre 2022

(22-9636)

Page: 1/10

**Conseil du commerce des marchandises  
Comité de la facilitation des échanges**

**RAPPORT SUR LE FONCTIONNEMENT ACTUEL DU COMITÉ  
DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES**

**RAPPORT DU PRÉSIDENT<sup>1</sup>**

Le rapport ci-après est présenté par le Président du Comité de la facilitation des échanges, l'Ambassadeur Adamu Mohammed ABDULHAMID, sous sa propre responsabilité et à la demande du Président du Conseil du commerce des marchandises.<sup>2</sup> Il a été établi avec l'aide du Secrétariat et est organisé pour donner des précisions sur l'élaboration des procédures du Comité destinées à superviser le fonctionnement et la mise en œuvre d'un nouvel accord contenant des flexibilités novatrices et uniques.

---

**1 PREMIÈRES ÉTAPES DE L'ÉTABLISSEMENT DES TRAVAUX DU COMITÉ**

1.1. L'Accord sur la facilitation des échanges ("l'AFE" ou "l'Accord") est entré en vigueur le 22 février 2017. La réunion inaugurale du Comité de la facilitation des échanges ("le CFE" ou "le Comité") s'est tenue le 16 mai 2017. Le Comité a finalisé ses travaux sur son règlement intérieur à la réunion du 25 juin 2019, et le règlement a été approuvé par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 14 novembre 2019 ([G/L/1342](#)). En 2021, le Comité a procédé à son premier examen quadriennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord, conformément à l'article 23:1.6 de ce dernier.

1.2. Du fait qu'il a été établi assez récemment, le Comité a élaboré son programme de travail et ses pratiques par étapes depuis sa première réunion. À la réunion de mai 2017, le Président a proposé que, conformément à la tradition de longue date instaurée au cours des négociations, qui voulait que les discussions relatives à la facilitation des échanges soient amorcées par les Membres, des consultations aient lieu avec les Membres afin que le Comité puisse s'appuyer sur un consensus pour mener ses travaux sur des bases solides. Le Comité a continué de procéder ainsi.

1.3. La réunion inaugurale du CFE s'est tenue le 16 mai 2017. Une proposition concernant le règlement intérieur a été distribuée le 22 mai 2017 sous la cote G/TFA/W/1. Puis, en octobre 2017, le Président a engagé des consultations informelles ouvertes sur le règlement intérieur. Les discussions sur ce document se sont poursuivies tout au long de l'année 2018 et jusqu'à la réunion du 25 juin 2019, au cours de laquelle le Comité a finalisé ses travaux sur le règlement intérieur, contenu dans le document G/TF/W/14, lequel a ensuite été transmis au Conseil du commerce des marchandises, où il a été approuvé à la réunion du 14 novembre 2019.

1.4. La seule différence substantielle avec le règlement intérieur du Conseil général est que le règlement intérieur du CFE ajoute à la disposition relative aux observateurs qui figure dans la règle 11 du règlement intérieur du Conseil général les règles énoncées dans l'AFE, s'agissant en particulier de l'article 23:1.5 relatif à l'invitation de représentants d'organisations internationales aux réunions du CFE. Le règlement intérieur a été approuvé par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 14 novembre 2019 ([G/L/1342](#)).

---

<sup>1</sup> Le présent projet sera distribué aux Membres pour qu'ils formulent des observations, puis distribué dans la série de documents G/L/.

<sup>2</sup> Voir le document [JOB/CTG/18](#).

## **2 TRAVAUX DE FOND DU COMITÉ**

### **2.1 Notifications**

2.1. Le Comité examine les notifications reçues au titre de l'AFE à chacune des réunions qu'il tient au cours de la période considérée.

- i) Notifications en matière de transparence: en vertu de la Section I de l'Accord, les Membres sont tenus de présenter un certain nombre de notifications en matière de transparence au titre des articles 1:4 (procédures d'importation, d'exportation et de transit), 10:4.3 (guichet unique), 10:6.2 (courtiers en douane) et 12:2.2 (échange de renseignements douaniers).
- ii) Notifications relatives à la mise en œuvre: les pays en développement et les pays les moins avancés Membres qui ont recours aux flexibilités spéciales prévues dans la Section II de l'Accord sont tenus de notifier au Comité leurs engagements en matière de mise en œuvre.
- iii) Notifications relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités (AT/RC): au titre de l'article 16, les Membres sont tenus de présenter trois notifications: notification de leurs besoins en matière d'AT/RC pour la mise en œuvre des dispositions qu'ils ont désignées comme relevant de la catégorie C; notification de renseignements sur les arrangements conclus avec les donateurs; et notification des progrès concernant la fourniture d'AT/RC.

### **2.2 Séances de partage d'expériences**

2.2. Dès ses premières réunions en 2017, Comité a reconnu que le partage de renseignements constituerait une part importante de ses travaux. Les séances étaient conçues comme une approche menée par les Membres et fondée sur des propositions dans le cadre de laquelle les Membres pourraient présenter leur expérience concernant la mise en œuvre de la Section I de l'AFE, soit selon un axe thématique, soit sous l'angle de dispositions spécifiques.

2.3. La première séance de partage d'expériences a eu lieu lors de la réunion du Comité des 2 et 3 mai 2018. Depuis lors, le partage d'expériences est resté inscrit en permanence à l'ordre du jour des réunions ordinaires du Comité. La séance se tient sur le mode informel. Des exposés sont présentés par des Membres, par des Membres et les partenaires qui soutiennent leur développement ou par des partenaires de développement seuls. Entre 2017 et 2022, le Comité a entendu plus de 100 exposés.

#### **2.2.1 Sessions spécifiques sur l'assistance et le renforcement des capacités**

2.4. L'article 21:4 de l'AFE prévoit que le Comité tiendra au moins une session spécifique par an pour: a) discuter de tous problèmes relatifs à la mise en œuvre de dispositions de l'AFE; b) examiner les progrès concernant la fourniture d'une assistance et d'un soutien pour le renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre de l'AFE, y compris en ce qui concerne tout pays en développement ou PMA Membre qui n'en bénéficierait pas d'une manière adéquate; c) échanger des données d'expérience et des renseignements sur les programmes d'assistance et de soutien pour le renforcement des capacités et sur les programmes de mise en œuvre en cours, y compris les difficultés rencontrées et les succès obtenus; d) examiner les notifications présentées par les donateurs au titre de l'article 22 de l'AFE; et e) examiner le fonctionnement de l'article 21 de l'AFE.

2.5. La première session spécifique, qui s'est tenue le 3 mai 2018, a établi la pratique consistant à tenir la session spécifique en coïncidence avec la réunion ordinaire d'automne du Comité.

#### **2.2.2 Préoccupations commerciales**

2.6. Le Comité a abordé une question relative à une préoccupation commerciale spécifique qui avait été soulevée à sa réunion du 11 février 2020.<sup>3</sup> La République kirghize a soulevé une préoccupation concernant le traitement par le Kazakhstan de ses marchandises transitant par la Fédération de

---

<sup>3</sup> [G/L/1375](#) et [G/TFA/M/10](#).

Russie. Le Kazakhstan a estimé que cette question devait être traitée dans le cadre de l'Union économique eurasiatique, dont ils sont tous les deux membres.

### 2.2.3 Rapports du Secrétariat

2.7. Le Secrétariat actualise chaque année le document de rappel informel (G/TFA/INF/1/Rev./xxx).

## 2.3 Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges

2.8. Le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges ("le TFAF" ou "le Mécanisme") a été mis en place et a commencé à fonctionner fin 2014, avant l'établissement du Comité, pour soutenir le processus de ratification. Depuis sa création en 2017, le Comité a entamé des discussions pour préciser la structure opérationnelle du TFAF et les interactions envisagées entre le Comité, le Secrétariat de l'OMC et le TFAF.<sup>4</sup> Lors de sa réunion du 9 au 11 octobre 2018, le Comité a examiné un point de l'ordre du jour portant sur la séparation administrative entre le TFAF et le Comité de la facilitation des échanges.<sup>5</sup> À sa réunion des 25 et 26 juin 2019, le Comité a demandé au TFAF d'expliquer comment il travaillait selon les principes de Paris et de Busan sur l'efficacité de l'aide.<sup>6</sup>

2.9. En 2021, le Comité a entamé des discussions concernant les lignes directrices du TFAF afin de savoir plus précisément de quelle direction relevaient les activités et fonctions du TFAF, ainsi que de garantir la transparence des activités proposées et des dons. À la réunion du Comité des 22 et 23 avril 2021, les États-Unis ont présenté une proposition visant à ce que le TFAF relève de la compétence et de la direction du Comité afin de faire en sorte que les fonctions en matière de supervision, de direction et de responsabilité exercées par le Comité garantissent la transparence des activités et du financement du TFAF, ainsi que la transparence de l'assistance que ce dernier fournit à chaque Membre.<sup>7</sup> À sa réunion des 22 et 23 avril 2021, le Comité est convenu que le Président tiendrait des consultations en vue de résoudre les questions liées au moratoire concernant les éléments d'assistance technique des activités du TFAF.<sup>8</sup>

2.10. Le Président a tenu huit<sup>9</sup> séries de consultations, dont quatre étaient ouvertes et les autres étaient des réunions en groupes restreints. Les Membres participants, y compris les États-Unis, sont parvenus à un accord, approuvé par le Comité, qui permet au TFAF de poursuivre les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités à l'intention des Membres. Suite à cela, un formulaire de demande d'activités d'assistance à soumettre au TFAF a été mis en ligne et la transparence a été renforcée grâce à un tableau de bord de suivi qui permet aux Membres intéressés du Comité de surveiller la suite donnée à ces demandes en temps réel. Tout au long de l'année 2022, les Membres du Comité ont examiné le fonctionnement de ce système de demande d'activités et les améliorations possibles, et ils ont repris leurs discussions sur des orientations du Comité concernant sa relation avec le TFAF.

2.11. À sa réunion des 4 et 5 avril 2022, le Comité a adopté un cadre pour la gestion et le fonctionnement du Mécanisme.<sup>10</sup> Le nouveau cadre tient compte de l'évolution des besoins des Membres tels qu'exprimés à travers le Comité. Il vise à compléter les dispositions des lignes directrices opérationnelles qui avaient été élaborées en 2015, avant l'entrée en vigueur de l'Accord.

2.12. Le TFAF présente régulièrement des rapports sur ses activités au Comité.<sup>11</sup> Ceux-ci comprennent des renseignements actualisés sur son programme de dons ainsi que sur les ateliers d'assistance technique récents et à venir et les autres manifestations liées aux questions relatives à la facilitation des échanges organisés à la demande des Membres et des groupements de Membres avec des donateurs, des organisations partenaires et des représentants du secteur privé. Le Mécanisme présente en outre au Comité des plans de travail et des rapports annuels. Ces documents

---

<sup>4</sup> [G/TFA/M/2](#).

<sup>5</sup> [G/TFA/M/6](#).

<sup>6</sup> [G/TFA/M/8](#).

<sup>7</sup> [G/TFA/W/36](#).

<sup>8</sup> [G/TFA/W/64](#).

<sup>9</sup> 20 mai, 9 juin, 7 juillet, 28 juillet, 15 septembre, 1<sup>er</sup> octobre et 14 octobre.

<sup>10</sup> [G/TFA/3](#).

<sup>11</sup> Voir [G/L/1201](#), [G/L/1267](#), [G/L/1329](#) et [G/L/1375](#). Les rapports les plus récents du Mécanisme au Comité figurent dans les documents [G/TFA/W/28](#) (20 et 21 octobre 2020), [G/TFA/W/37](#) (22 et 23 avril 2021) et [G/TFA/W/66](#) (19-21 octobre 2021).

et tous les autres renseignements relatifs aux dons, aux efforts de coordination avec les organisations partenaires de l'Annexe D+ et à toutes les autres activités sont disponibles sur le site Web du Mécanisme.<sup>12</sup>

### 2.3.1 Participation des parties prenantes extérieures

2.13. Conformément au règlement intérieur du Comité, les représentants d'organisations internationales intergouvernementales peuvent, sur invitation du Comité, assister aux réunions en qualité d'observateurs. Le Comité peut aussi inviter les représentants d'autres organisations internationales dotées de compétences dans le domaine de la facilitation des échanges ou de leurs organes subsidiaires à assister aux réunions du Comité et à examiner des questions spécifiques relatives à la mise en œuvre de l'Accord. Le Centre du commerce international CNUCED/OMC, organe subsidiaire commun de l'OMC et de la CNUCED, n'est pas tenu de soumettre formellement une demande de statut d'observateur auprès des organes de l'OMC; il est invité, s'il y a lieu, aux réunions des organes auxquelles il souhaite assister.<sup>13</sup>

2.14. Dans la pratique, à la fin de chacune de ses réunions ordinaires, le Comité convient d'inviter les organisations citées à l'annexe D (CNUCED, FMI, Groupe de la Banque mondiale, OCDE et OMD) à prendre part à sa réunion suivante. À la réunion des 12 et 13 février 2019, sur la demande d'une délégation, cette invitation a été adressée à un représentant de l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges (GTAF). Depuis lors, elle est renouvelée à chaque réunion.

2.15. En outre, les organisations partenaires de l'Annexe D ont communiqué des rapports qui ont été distribués au Comité à l'occasion des sessions spécifiques sur l'assistance technique et le renforcement des capacités qui se sont tenues du 20 au 22 octobre 2020<sup>14</sup> et du 19 au 21 octobre 2021.<sup>15</sup> Les partenaires de l'Annexe D et l'ITC ont également communiqué un rapport au Comité pour la réunion des 22 et 23 avril 2021 qui, pour chaque organisation, précisait leur rôle dans le soutien à la mise en œuvre de l'AFE, décrivait brièvement l'assistance et les activités à venir, et indiquait de quelle manière les Membres pouvaient demander une assistance.<sup>16</sup>

### 2.3.2 Participation du secteur privé

2.16. Actuellement, il n'y a pas de participation formelle du secteur privé au Comité. Une proposition visant à formaliser l'engagement avec le secteur privé a été présentée lors du processus d'examen de l'AFE en 2021, mais elle n'a pas fait l'objet d'un consensus. Elle reste à l'examen et peut être inscrite à l'ordre du jour d'une réunion du Comité par son auteur.

2.17. Le 22 avril 2021, en marge de la réunion du CFE, la Global Express Association (GEA), qui représente DHL, FedEx et UPS, a organisé un séminaire en ligne auquel le Comité était invité.

### 2.3.3 Programmation des réunions du Comité

2.18. Lors de consultations avec les Membres, il a été demandé que le Comité reçoive un ordre du jour préliminaire environ trois semaines avant la séance. Cette pratique se poursuit depuis lors.

## 2.4 Aide aux délégués

2.19. Il n'existe pas de programme de formation systématique sur l'AFE pour les délégués en poste à Genève. Le Secrétariat apporte régulièrement une assistance bilatérale sur demande (par courriel, en présentiel ou au moyen de réunions virtuelles) afin d'aider les Membres à traiter leurs notifications et leurs demandes d'activités d'assistance technique.

2.20. Le TFAF apporte sur demande une assistance technique et un renforcement des capacités aux pays en développement et aux PMA Membres à l'échelle nationale et régionale en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord, y compris la participation au CFE. Jusqu'à l'imposition des restrictions en matière de voyages dues à la pandémie de COVID-19 en 2020, les experts de la facilitation des

<sup>12</sup> TFAF – Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (<http://www.tfafacility.org>).

<sup>13</sup> WT/GC/M/25, point 1.

<sup>14</sup> G/TFA/W/29.

<sup>15</sup> G/TFA/W/67.

<sup>16</sup> G/TFA/W/39.

échanges en poste dans les capitales recevaient un soutien du TFAF pour assister à la session spécifique annuelle sur l'assistance et le renforcement des capacités.

#### **2.4.1 Outils numériques utilisés pour les travaux du Comité**

##### **2.4.1.1 Base de données sur les notifications au titre de l'AFE**

2.21. La base de données sur l'AFE – [tfadatabase.org](http://tfadatabase.org) – a été créée en 2017 pour répondre à une demande exprimée par les Membres au CFE. Elle constitue une source d'information factuelle sur les notifications présentées dans le cadre de l'AFE et offre aussi des fonctionnalités analytiques. Elle a suivi le calendrier de l'AFE et a été adaptée en permanence pour inclure les nouvelles données sur les notifications. Elle a donc subi une profonde révision en 2022 pour tenir compte du stade actuel de mise en œuvre de l'AFE et des besoins des Membres en matière de données et d'analyses.

2.22. Outre les profils des Membres, la base de données contient actuellement les profils des groupements, des régions et des communautés économiques des Membres ainsi que les mesures prévues par l'AFE, offrant ainsi une plate-forme pour suivre de façon consolidée l'état des notifications et de la mise en œuvre par les Membres ainsi que les mesures prévues par l'AFE. Toutes les notifications et communications ainsi que les exposés portant sur le partage d'expériences sont accessibles sur ces pages.

2.23. La base de données sur l'AFE intègre une page consacrée au Comité contenant tous les renseignements communiqués dans le cadre des échanges d'expériences et des discussions thématiques. Tous les versements des Membres au titre de l'assistance technique peuvent aussi y être consultés. Trois autres sites Web, à savoir le site Web principal de l'OMC, le site Web du TFAF et le site Web du Service d'assistance pour le commerce mondial, reçoivent automatiquement les données de la base de données sur l'AFE.

##### **2.4.1.2 Autres outils numériques**

2.24. Le CFE utilise les outils numériques généraux de l'OMC tels que le [système d'enregistrement électronique](#) et le [système d'abonnement électronique](#) dans les [Documents en ligne](#). L'enregistrement électronique permet aux Membres d'indiquer leurs coordonnées ainsi que les différents comités auxquels participe chaque délégué. Le Secrétariat et les autres délégations peuvent utiliser les renseignements figurant dans ce système pour identifier les délégués qui participent aux travaux du CFE et envoyer par courrier électronique des communications et d'autres documents. L'option d'abonnement électronique dans l'outil Documents en ligne permet aux délégués d'indiquer les comités et autres organes dont ils suivent les travaux et de recevoir des alertes quotidiennes par courrier électronique lorsque de nouveaux documents sont publiés, y compris ceux du CCM.

#### **2.4.2 Planification et organisation des réunions**

2.25. Le Comité tient trois réunions formelles par an – deux au cours du premier semestre et une avant la fin de l'année – ainsi que des réunions informelles selon les besoins. Dans la mesure du possible, ces réunions formelles sont organisées en coordination avec les réunions d'autres organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises.

##### **2.4.3 Réunions formelles**

###### **2.4.3.1 Communication avant les réunions**

2.26. Le Président informe le Comité du calendrier des réunions de l'année à venir au cours de la réunion d'automne.

2.27. Environ quatre semaines avant chaque réunion, un avis de convocation et un projet d'ordre du jour préliminaire sont distribués. L'avis de convocation indique la date limite d'inscription de points à l'ordre du jour par les Membres, qui est habituellement de 12 jours avant la réunion. Un ordre du jour final est distribué 10 jours avant la réunion.

### 2.4.3.2 Nombre de réunions

2.28. Depuis 2019, il y a eu 18 réunions formelles et 11 réunions informelles (voir le tableau 1).

**Tableau 1: Nombre de réunions formelles et informelles**

Année	Réunions formelles (nombre et durée)	Réunions informelles (nombre et durée)	Autres (par exemple, atelier, symposiums, etc.)
<b>2019</b>	3 (2 jours)	-	-
<b>2020</b>	4 (1-3 jours)	1 (0,5 jour)	-
<b>2021</b>	7 (1-3 jours)	8 (0,5 jour)	-
<b>2022</b>	4 (1-3 jours)	2 (0,5 jour)	1 (événement d'anniversaire)

### 2.4.3.3 Établissement des aérogrammes et des ordres du jour

2.29. Le Secrétariat publie un projet d'aérogramme qui est distribué environ 30 jours avant la date de la réunion dans la série de documents WTO/AIR/TFA/. Ce projet indique les points permanents à l'ordre du jour, y compris les notifications distribuées, et tous les autres renseignements connus à la date de distribution.

2.30. Une version finale incluant les points de l'ordre du jour demandés et les documents supplémentaires est publiée au moins 10 jours avant la date de la réunion (WTO/AIR/TFA/XXX/Rev.1).

2.31. Des points additionnels sont inscrits à l'ordre du jour selon la date à laquelle se tient la réunion. En particulier, un point intitulé "Élection du Président" est ajouté à la réunion du printemps, ainsi qu'un point sur la session spécifique consacrée aux questions de transit. L'ordre du jour de la session spécifique sur l'assistance et le renforcement des capacités est distribué avec l'ordre du jour de la réunion ordinaire d'automne. Un point intitulé "Projet de rapport annuel au CCM" est également ajouté pour la réunion d'automne.

**Tableau 2: Établissement des aérogrammes et des ordres du jour**

Année	Date de la réunion formelle	Date de distribution de l'aérogramme	Nombre de jours avant la réunion
<b>2019</b>	12-13 février	23 janvier (projet) 1 <sup>er</sup> février (final)	20 11
	25-26 juin	14 juin (final)	11
	15-16 octobre	29 juillet (projet) 4 octobre (final)	78 11
	11-12 février	13 décembre 2019 (projet) 31 janvier (final)	60 11
	20 février	18 février (final)	2
<b>2020</b>	28 février	25 février (final)	3
	20-22 octobre	14 août (projet) 9 octobre (final)	67 11
	26-27 janvier	11 janvier (projet) 15 janvier (final)	15 11
	3-4 mars	10 février (projet) 19 février (final)	21 12
	22-23 avril	30 mars (projet) 9 avril (final)	23 13
<b>2021</b>	22-23 juin	27 mai (projet) 11 juin (final)	26 11
	19-20 juillet	1 <sup>er</sup> juillet (projet) 9 juillet (final)	18 10
	19-21 octobre	27 septembre (projet) 8 octobre (final)	22 11
	26 novembre	24 novembre (final)	2
	4-5 avril	24 mars (projet) 25 mars (final)	11 10
<b>2022</b>	30 juin	25 mai (projet) 17 juin (final)	36 13
	15 août	4 août (projet) 11 août (final)	11 4
	28-29 novembre	21 octobre (projet) 18 novembre (final)	38 10

#### **2.4.3.4 Distribution des documents avant les réunions**

2.32. Les documents formels, y compris les notifications, sont distribués dans l'ordre dans lequel ils sont reçus par le Secrétariat et le Répertoire central des notifications de l'OMC (RCN), après vérification par le Secrétariat.

2.33. Les projets de rapport annuel sont distribués dès après la clôture de l'ordre du jour de la dernière réunion de l'année, afin que tous les documents reçus jusqu'à cette date puissent y être inclus. Le Président informe le Comité de toutes les notifications des Membres reçues après la clôture de l'ordre du jour et qui seront inscrites à l'ordre du jour de la réunion suivante.

2.34. Tous les documents concernant une réunion sont ajoutés sur la page Web de l'OMC intitulée "Documents pour les réunions" (c'est-à-dire sous le lien de la réunion dans le calendrier), qui provient du système "Documents en ligne" (catégorie "Documents pour les réunions", domaine "Facilitation des échanges"). Les délégués qui ont souscrit à l'option d'abonnement électronique du CFE sur la plate-forme Documents en ligne reçoivent chaque jour une alerte par courrier électronique leur indiquant tous les nouveaux documents pertinents qui ont été publiés.

#### **2.4.3.5 Communication après les réunions**

2.35. En règle générale, le Président n'envoie pas de communication de suivi après les réunions formelles. Un article sur les réunions ordinaires est rédigé par les relations extérieures; il donne une liste des principaux sujets examinés, qui est publiée sur le site Web de l'OMC.

#### **2.4.3.6 Établissement des comptes rendus**

2.36. Le Secrétariat établit un compte rendu après chaque réunion formelle, qui contient tous les renseignements échangés à la réunion: rapports du Président, déclarations des Membres et réactions à ces déclarations.

2.37. Le compte rendu d'une réunion formelle du Comité contient aussi des renseignements sur la/les réunion(s) informelle(s) tenue(s) depuis la précédente réunion formelle. Il se fait généralement par le biais d'un résumé de la réunion informelle établi sous la responsabilité du Président, qui est lu au cours de la réunion formelle. Le Président rend également compte à la réunion formelle de toutes les consultations qu'il a tenues.

2.38. L'établissement des comptes rendus commence avec les déclarations écrites reçues par le Secrétariat ainsi que les déclarations du Président, qui sont ajoutées à un projet de texte initial dans les parties prévues à cet effet. Le Secrétariat transcrit les déclarations à partir de l'enregistrement audio de chaque réunion. Les déclarations écrites reçues par le Secrétariat en français ou en espagnol sont transmises aux services de traduction pour être traduites en anglais. Une fois reçue, la traduction est intégrée à l'endroit prévu dans le projet de compte rendu. Depuis 2021, les comptes rendus reproduisent directement les mots prononcés pour garantir une plus grande exactitude. Les projets de compte rendu corrigés sont ensuite soumis pour approbation au Directeur de la Division. Une fois approuvée, la version en anglais du compte rendu est distribuée aux Membres. Elle est ensuite traduite vers le français et l'espagnol, ce qui peut prendre plusieurs mois. En cas d'erreur dans le compte rendu publié, ou à la demande d'un Membre, un corrigendum peut être distribué.

2.39. Une fois le compte rendu distribué, et conformément au paragraphe 2 c) des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/452), il continue de faire l'objet d'une distribution restreinte dans "Documents en ligne" (DOL) pendant 45 jours. Il est automatiquement mis en distribution générale 45 jours après la date de sa distribution.



**Tableau 3: Établissement des comptes rendus<sup>17</sup>**

Année	Dernière date de la réunion formelle	Date de distribution du compte rendu	Nombre de pages	Nombre de jours
<b>2019</b>	12-13 février	25 juin	28	133
	25-26 juin	2 octobre	22	99
	15-16 octobre	3 mars	45	140
<b>2020</b>	11 février	15 juin	39	125
	20 février	11 août	10	173
	28 février	11 août	5	165
	20-22 octobre	21 décembre	42	62
<b>2021</b>	26-27 janvier	9 juin	28	134
	3-4 mars	2 août	32	152
	22-23 avril	5 août	34	105
	22-23 juin	24 novembre	33	152
	19-20 juillet	7 décembre	10	141
	19-21 octobre	-	-	-
	26 novembre	-	-	-

#### 2.4.4 Réunions informelles

2.40. Les réunions informelles sont convoquées au moyen d'une communication envoyée à tous les Membres par l'intermédiaire de leurs adresses électroniques officielles<sup>18</sup> ainsi qu'aux délégués identifiés en tant que participants aux réunions du Comité dans le système d'enregistrement électronique.

2.41. Le courrier électronique de convocation contient des renseignements sur la date, l'heure, le lieu et l'objet de la réunion et l'ordre du jour proposé. En 2021, le Comité s'est réuni sur le mode informel à neuf reprises. En cinq de ces occasions, le sujet de la discussion informelle était l'examen de l'AFE. Ce sujet était inscrit à l'ordre du jour de la réunion formelle, mais il a été examiné sur le mode informel. Les réunions informelles ont donc été convoquées en même temps que la réunion ordinaire. Le courrier électronique de convocation a été envoyé en moyenne trois semaines à l'avance (tableau 4).

**Tableau 4: Convocation des réunions informelles**

Année	Date de la réunion informelle	Date de la communication convoquant la réunion informelle	Nombre de jours
<b>2019</b>	-	-	-
<b>2020</b>	30 septembre	15 septembre	15
<b>2021</b>	13 janvier	18 décembre	26
	26 février	22 février	4
	3 mars	10 février (projet)	21
		19 février (final)	12
	22 avril	30 mars (projet)	23
		9 avril (final)	13
	22 juin	27 mai (projet)	26
		11 juin (final)	11
	19 juillet	1 <sup>er</sup> juillet (projet)	18
		9 juillet (final)	10
	22 septembre	21 septembre	1
	13 octobre	28 septembre	15
	19 octobre	27 septembre (projet)	22
<b>2022</b>		08 octobre (final)	11
	11 février	2 février	9
	3 mars	3 février	28

#### 2.5 Travaux avec d'autres comités ou organes de l'OMC

2.42. Le CFE n'a pas d'interactions régulières avec d'autres comités ou organes de l'OMC.

<sup>17</sup> Les réunions de 2022 ont été exceptionnellement retardées.

<sup>18</sup> La liste des adresses électroniques officielles est tenue par la Division du Conseil et du Comité des négociations commerciales.



## 2.6 Événements ponctuels organisés par le Comité

2.43. Un événement commémoratif intitulé "De la théorie à la pratique – perspectives d'avenir" s'est tenu le 2 juin 2017 pour marquer l'entrée en vigueur de l'AFE.

2.44. Pour célébrer les cinq ans de l'AFE, le Comité a organisé un événement qui s'est tenu le 30 juin 2022. L'organisation de cet événement a commencé avec une invitation faite au Comité de suggérer des sujets et un format. Plusieurs consultations informelles en petits groupes ont ensuite eu lieu sur l'élaboration du programme et le choix des intervenants. Quatre projets de programme ont été distribués, dont le dernier mentionnait les intervenants retenus. Plusieurs Membres ont participé aux séances en tant que présentateurs ou intervenants. L'allocution de bienvenue a été prononcée par la Directrice générale adjointe, Mme González. Une page Web a été créée pour cet événement, qui a également été diffusé en direct sur la [chaîne YouTube de l'OMC](#).

## 3 ÉVOLUTION DES PRATIQUES DU COMITÉ EN FONCTION DU CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'AFE

3.1. En mars 2018, le Président a tenu une consultation informelle ouverte pour établir les paramètres des travaux à venir dans trois domaines: i) le calendrier des réunions; ii) le programme/l'ordre du jour des travaux; et iii) la participation des organisations internationales aux réunions.

3.2. À la réunion du Comité des 2 et 3 mai 2018, sur la base des observations formulées par les délégations lors des réunions et du résultat des consultations, l'ordre du jour avait évolué de façon à inclure plusieurs points permanents, à savoir: i) les questions relatives à la mise en œuvre et à l'administration de l'AFE, dont l'examen s'ouvrirait par les notifications présentées depuis la réunion précédente et serait suivi d'une actualisation de l'état d'avancement du processus de ratification et de notification; ii) le partage d'expériences et les discussions thématiques, les délégations étant invitées à faire part de leurs expériences concernant la mise en œuvre de l'AFE en se concentrant sur des thèmes ou des dispositions en particulier; et iii) des renseignements actualisés sur les activités récentes et à venir. Ces points sont restés inscrits en permanence à l'ordre du jour de chacune des réunions suivantes.

3.3. Les pratiques du Comité ont été à nouveau révisées lorsque celui-ci a procédé au premier examen quadriennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'AFE conformément à l'article 23:1.6, qui dispose ce qui suit: "Le Comité examinera le fonctionnement et la mise en œuvre du présent accord dans un délai de quatre ans à compter de son entrée en vigueur, puis périodiquement."

3.4. L'examen a permis de faire le point sur les progrès accomplis par les Membres dans la mise en œuvre de l'Accord entre 2017 et 2021 et d'identifier un certain nombre de moyens par lesquels le CFE pouvait renforcer ses travaux afin de soutenir la mise en œuvre intégrale de l'AFE. L'examen contenait les décisions et recommandations ci-après relatives aux travaux du Comité, qui ont été mises en œuvre à compter de 2022:

- 1) Ajouts à l'ordre du jour des réunions:
  - a. un nouveau point permanent pour permettre aux Membres de fournir des renseignements actualisés sur les notifications tardives au titre des Sections I et II;
  - b. un nouveau point permanent intitulé "État d'avancement des dates de mise en œuvre définitives" placé directement après le point existant de l'ordre du jour intitulé "État d'avancement des notifications et des ratifications",
    - i. incluant, à intervalles réguliers, un examen de l'efficacité d'un document de rappel énumérant les dates définitives de mise en œuvre, établi par le Secrétariat de l'OMC, et de l'intervention volontaire des Membres au titre du point 1) ci-dessus. Un nouveau document de la série G/TFA/INF/1/REV.XX<sup>19</sup> a été établi pour regrouper ces renseignements sur les dates définitives de mise en

<sup>19</sup> [G/TFA/M/16](#).

œuvre à venir et faciliter la tâche des Membres qui souhaitent demander des prorogations au titre de l'article 17 de l'Accord;

- c. un point pour les Membres dont les dates de mise en œuvre des dispositions des catégories B ou C ont expiré, à savoir, sur une base volontaire et à titre d'information uniquement, afin de partager des renseignements sur la mise en œuvre;
  - d. un point intitulé "Suivi de l'examen quadriennal" afin de poursuivre les discussions, à la demande des proposants, sur les propositions du présent examen qui doivent encore être étudiées par le Comité.
- 2) Suppression d'un point permanent:
- a. "Examen des notifications au titre de l'article 15", sachant que le Comité pourrait examiner de nouvelles notifications au titre de cet article au cas par cas.
- 3) Élaboration d'un ordre du jour comportant des sujets permanents pour la session spécifique annuelle du Comité sur l'assistance et le renforcement des capacités.
- 4) Modification de l'ordre du jour de la réunion de printemps du Comité pour inclure une session spécifique sur le transit. Cette session est organisée par le Groupe des pays en développement sans littoral (PDSL) sous la houlette de son coordonnateur, actuellement le Botswana. La première session a eu lieu au cours de la réunion ordinaire des 4 et 5 avril 2022. Le Kazakhstan, la Bolivie et le Malawi, qui sont des PDSL Membres, ont présenté des exposés. D'autres exposés ont été présentés par le Secrétariat de l'OMC, la CNUCED, l'OMD et l'UIT. S.E. M. Adamu Mohammed Abdulhamid, Président du CFE, a formulé les remarques finales.
- 5) D'autres pratiques de travail ont été introduites, modifiées ou renforcées à la suite de l'examen:
- a. il a été demandé au Secrétariat de vérifier chaque année les liens Web inopérants mentionnés dans les notifications au titre de l'article 1:4, et aux Membres concernés de mettre à jour ces liens le cas échéant;
  - b. il a été recommandé que les notifications soient distribuées le plus tôt possible avant les réunions du Comité afin de promouvoir un examen sérieux et des observations significatives de la part des Membres;
  - c. il a été recommandé que les réunions du CFE se poursuivent en mode hybride;
  - d. il a été décidé de mener un deuxième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord en 2026, puis périodiquement.
-